NOS CONDITIONS

V

Constantinople et l'Orient

Nous voulons donner Constantinople à la Russie et rejeter la Turquie hors d'Europe. Le projet a été avoué officiellement tant à la tribune de la Douma par le ministre des affaires étrangères russe que dans la réponse collective des Alliés à M. Wilson. Y a-t-il là quelque chose d'excessif, et n'est-il pas singulier qu'à la Chambre française des députés aient été assez peu raisonnables pour travestir la vérité ? N'a-t-on pas entendu des hommes, qui devraient être les premiers à peser leurs paroles, dire que nous nous battions pour laisser les Russes prendre Constantinople? Rien n'est plus logique cependant, plus conforme à une politique vraiment réaliste et à nos intérêts immédiats.

Qu'il y eut de l'ironie à voir les Anglais et les Français aider les Russes à entrer dans l'antique Byzance, je ne le contesterai pas. L'histoire a de ces ironies-là. Certains esprits ne peuvent pas comprendre des contradictions aussi manifestes. Mais il n'est pas plus extraordinaire de former entre la Russie, l'Angleterre et la France une coalition dont un des buts est de rejeter les Turcs en Asie que de constater l'alliance franco-anglaise d'aujourd'hui, après un passé de luttes acharnées entre la France et l'Angleterre, l'alliance austro-allemande 50 ans après Sadowa, l'entrée en guerre contre la Russie et contre nous de la Bulgarie qui doit aux puissances de l'Entente son indépendance.

Pourquoi donc avons-nous fait la guerre de Crimée, objectera-t-on ! Pour empêcher les Russes d'arriver à Constantinople, c'est indéniable. En 1854 la France et l'Angleterre considérèrent la Turquie comme indispensable à l'équilibre européen. Elles voulurent une Turquie libre, elles voulaient ne pas laisser aux Russes la clef des Dardanelles. Elles ont envoyé des milliers et des milliers d'hommes dans cette intention sous les murs de Sébastopol. L'expédition leur a coûté beaucoup de sang et beaucoup d'argent. Sang et argent inutiles, nous le constatons aujourd'hui. Tout cela est exact.

J'irai même plus loin. La guerre de Crimée ressemblait sous bien des rapports à la guerre actuelle. Nos troupes étaient immobilisées devant Sébastopol, comme elles le sont aujourd'hui devant les tranchées. On n'entrevoyait pas la fin de la lutte et on se demandait comment on viendrait à bout de l'ennemi. On enlevait un bastion, une redoute et on dénommait ce succès une victoire, comme aujourd'hui. Pour pousser plus loin encore la comparaison, on rappela le général en chef Canrobert qui paraissait trop indécis, en lui donnant le bâton de maréchal pour le récompenser de ses services. Aujourd'hui on a nommé Joffre maréchal de France et on l'a remplacé par le général Nivelle qui semble appelé à jouer le rôle de Pélissier.

Ironie des choses, je le répète. Des hommes d'Etat éminents, en France et en Angleterre, ont déclaré le maintien de l'Empire ottoman utile à la paix de l'Europe. De par leur politique traditionnelle la France et l'Angleterre se sont opposées à la vieille ambition de la Russie sur les détroits. Aujourd'hui elles s'y associent. Est-ce logique ? Est-ce conforme à nos intérêts ? Est-ce naturel ?

Répondons nettement par l'affirmative. Oui, nous avons voulu conserver la Turquie en l'améliorant en la rendant plus moderne, en la faisant sortir peu à peu de la barbarie. Oui, nous avons voulu lui donner la clef des Dardanelles, parce que nous comprenions l'importance de ces détroits et que nous cherchions à les laisser entre les mains d'une puissance peu dangereuse. Mais aujourd'hui il n'en est pas de même. La Turquie actuelle a gardé les apparences d'un état indépendant mais les apparences seulement. Avec le comité Union et Progrès elle est revenue à la pire barbarie. Elle est entièrement aux mains de l'Allemagne, elle est par elle un instrument. Ses soldats sont encadrés par des officiers allemands. Ils combattent jusqu'en Galicie, jusqu'en Dobroudja, là où l'état-major allemand juge bon de les appeler. Le gouvernement turc est contrôlé, subventionné, soutenu par l'Allemagne. Il reçoit des ordres de Berlin, comme le roi de Bavière ou comme l'empereur d'Autriche. Ce ne sont plus en réalité les Turcs qui sont à Constantinople, ce sont les Allemands. A l'instigation de l'Allemagne, la Turquie a essayé de proclamer la guerre sainte qui, si elle avait réussi, aurait chassé les Anglais de l'Egypte, les Italiens de Tripolitaine, au besoin même les Français de l'Algérie et du Maroc.

Loin de suivre la politique de tolérance que nous cherchions à lui inculquer, la Turquie a procédé en Arménie et en Syrie à d'horribles massacres. Elle a rompu avec son passé et avec ses alliées traditionnelles.

Or il est bien plus dangereux pour nous de voir les Allemands à Constantinople que d'y voir les Russes. Si les Allemands restent les maîtres de la Turquie, ils commanderont depuis Hambourg jusqu'à Bagdad. Au contraire la guerre actuelle vient de montrer qu'il fallait à l'Europe une Russie ayant la mer libre. La Russie est également nécessaire à l'équilibre européen. Or elle ne peut réunir tous ses moyens si elle n'a pas accès à une mer vraiment libre. Pourquoi ne nous a-t-elle pas apporté tout l'appui nécessaire ? Parce que, la moitié du temps, elle ne peut communiquer avec nous sur mer. Il lui faut donc Constantinople, il lui faut les détroits, il les lui faut pour elle, il les lui faut pour nous. Il est assez juste d'ailleurs de les lui concéder en dédommagement de ses énormes sacrifices.

Il est donc absurde de prétendre que nous nous battons pour donner Constantinople aux Russes, après nous être battus pour les empêcher d'y entrer. Il n'y a là qu'une apparente contradiction. La Russie à Constantinople sera une garantie pour l'équilibre européen contre l'Allemagne. L'Allemagne à Constantinople troublera la paix de l'Europe. Or nous pouvons juger de la puissance de l'Allemagne par sa résistance. Nous n'avons pas le choix des moyens. La Turquie ne remplissant plus le but que nous lui avions assigné, il nous faut bien chasser les Turcs de Constantinople, pour ne pas y laisser les Allemands, leurs souverains maîtres.

* * *

Non contents de rejeter la Turquie en Asie, nous avons manifesté l'intention d'affranchir les populations soumises aux Turcs. Qu'entendons nous par là ? S'agit-il de la Syrie qui alors reviendrait à la France, et de l'Arménie qui irait sans doute à la Russie ? Nous n'avons pas précisé. En tous cas il existe une lacune, évidemment volontaire, dans l'exposé de nos conditions. Nous n'y parlons pas de la question d'Orient. Il faudra cependant la solutionner, puisqu'elle nous a valu la guerre et qu'elle est une source de conflits incessants. Les gouvernements de la Quadruple-Entente ont là-dessus des idées qu'ils ont préféré ne pas laisser discuter en public. Il faudra régler le sort de la Grèce, de la Bulgarie, de l'Albanie. Il faudra reconstituer une Serbie digne de son passé et proportionnée à l'étendue de ses sacrifices. Il faudra détruire le traité de Bucarest de 1913 et l'adapter aux nécessités nouvelles. Autant de problèmes qui demandent une étude approfondie et surtout qui dépendent des événements futurs. La guerre n'est pas finie. La question grecque reste posée devant nous. Il y a là une énigme qu'on ne nous permet pas de déchiffrer. Baissons le rideau et n'essayons pas d'approfondir le mystère. On nous invite au silence. Taisons-nous. Les oreilles ennemies nous écoutent.

UN MOBILISÉ.